

COMMUNIQUE

1455 de Maisonneuve Blvd. West, Montreal, Quebec H3G 1M8

(514) 879-8497

FOR IMMEDIATE RELEASE

Study Released: The Economic
Impact on Quebec of Alternative
Economic Relations with its Major
Trading Partners

MONTREAL, December 11, 1979 -- The more economically isolated Quebec is from the rest of Canada and the North American market, the worse the implications are for that province's economy, according to a study released today by Concordia University's Institute of Applied Economic Research.

The Institute studied a number of hypothetical economic scenarios including:

- internal tariffs between Quebec and the rest of Canada,
- a variety of free trade agreements,
- a separate devalued Quebec currency,

to determine their impact on employment, production, wages, exports and imports in Quebec.

The research team which undertook the two-year study consisted of economists from Concordia University and Université de Montréal, under the direction of Concordia's Anastasios Anastasopoulos, associate professor of economics.

The team's advisors consisted of senior economists from the National Bureau of Economic Research as well as from New York University and Harvard and the University of Minnesota. The \$200,000 study was funded by the Rockefeller Foundation and a group of Canadian-based companies.

A number of other research groups in Canada have studied the importance of economic links between Quebec and the rest of Canada. The Concordia study is based on a sophisticated model of the economy and analyses factors that these other studies could not incorporate.

The results suggest that if Quebec and the rest of Canada impose tariffs on each other, Quebec exports to Canadian markets could drop by an average of seventeen percent. This reduction in trade could result in a decline, on the average, in employment by seven percent, and in production by five percent.

If Quebec were to face tariffs from the rest of Canada and in addition removed its tariffs from imports from other countries (mainly from the United States), Quebec prices would fall because of cheaper imported materials used in domestic production. As a result exports to the rest of the world would improve, but not enough to make up the difference for lost markets in Canada due to the tariff wall there.

The report suggests that Quebec's economy would contract severely if Canada and the United States established a free trade zone that excluded Quebec. Employment might fall by an average of ten-and-a-half percent; production by an average of eight-and-a-half percent and Quebec's balance of trade would be seriously undermined.

The adverse effects of the above situations could be offset by the devaluation of a separate Quebec currency. Devaluation could even cause an expansion in some cases; but in order to be successful, the adoption of a separate currency must not "scare-off" capital, and real wages must be allowed to decline.

All the scenarios presented in the study suggest that any significant change in the status quo would require a serious restructuring of the Quebec economy. In addition, such a change is apt to cause serious balance of payment problems which cannot be corrected without a decrease in the purchasing power of wages. Finally, given the exchange rate of a Quebec currency versus the Canadian dollar and the conditions in the labour market, the economic status quo (i.e. the absence of internal tariffs) is more favourable to Quebec than any of the alternatives studied by the Concordia team.

COMMUNIQUÉ

1455 ouest, boul. de Maisonneuve Montréal, Québec, H3G 1M8

(514) 879-8497

À PUBLIER IMMÉDIATEMENT

ÉTUDE DES RELATIONS ÉCONOMIQUES ENTRE LE QUÉBEC
ET SES PRINCIPAUX PARTENAIRES COMMERCIAUX

Montréal (Québec), le 11 décembre 1979 -- Plus le Québec sera isolé économiquement du reste du Canada et du marché nord-américain, plus son économie s'en trouvera affectée. Telles sont les conclusions d'une étude publiée aujourd'hui par l'Institut de recherche économique appliquée de l'Université Concordia.

L'Institut a envisagé certains scénarios économiques, notamment:

- l'implantation de tarifs douaniers entre le Québec et le reste du Canada,
- la mise en oeuvre d'un certain nombre d'accords de libre-échange,
- la création d'une monnaie québécoise, dévaluée,

afin d'en déterminer la portée sur l'emploi, la production, les salaires, les exportations et les importations au Québec.

L'équipe de recherche qui a réalisé cette étude de deux ans est formée d'économistes de l'Université Concordia et de l'Université de Montréal dirigés par M. Anastasios Anastasopoulos, professeur agrégé d'économie à l'Université Concordia. Elle a consulté pour ses travaux des économistes chevronnés du National Bureau of Economic Research ainsi que de la New York University, de la Harvard University et de la University of Minnesota. L'étude a pu être effectuée grâce à une subvention de \$200 000 provenant d'entreprises canadiennes et de la Fondation Rockefeller.

Un certain nombre de groupes de recherche au Canada ont déjà étudié l'im-

portance des liens économiques entre le Québec et le reste du Canada. L'originalité de l'étude réalisée à l'Université Concordia consiste à utiliser un modèle économique complexe et à analyser des facteurs que les autres chercheurs n'ont pu prendre en compte.

Il ressort de cette étude qu'advenant l'imposition de barrières tarifaires entre le Québec et le reste du Canada, les exportations québécoises sur le marché canadien pourraient chuter d'environ dix-sept pour cent. Une telle réduction du commerce pourrait entraîner, en moyenne, un régression de l'emploi de l'ordre de sept pour cent et un ralentissement de la production de cinq pour cent.

Si, d'une part, le Québec se voyait imposer des tarifs douaniers par le reste du Canada et que, d'autre part, il supprimait ses tarifs à l'importation vis-à-vis des pays tiers, et principalement des États-Unis, les prix baisseraient sur le marché québécois en raison de l'utilisation pour la production intérieure de produits importés à moindre coût. En conséquence, les exportations à l'étranger s'amélioreraient mais cela ne suffirait pas à compenser la perte des marchés canadiens due aux barrières tarifaires.

D'après le rapport, l'économie québécoise périlcliterait gravement si le Canada et les États-Unis décidaient d'instituer une zone de libre-échange qui exclurait le Québec. L'emploi pourrait fléchir en moyenne de dix et demi pour cent, la production de huit et demi pour cent, et la balance commerciale du Québec s'en trouverait sérieusement détériorée.

La dévaluation d'une monnaie proprement québécoise pourrait compenser les effets négatifs des situations décrites précédemment. Elle pourrait même dans certains cas provoquer une expansion. Mais, pour s'avérer fructueuse, la création d'une monnaie ne doit pas faire fuir les capitaux et il faudra permettre un ajustement des salaires réels à la baisse.

D'après tous les scénarios envisagés dans l'étude, tout changement important au statu quo entraînerait une restructuration en profondeur de l'économie québécoise. En outre, des changements de cet ordre sont de nature à engendrer d'importants problèmes touchant la balance des paiements, auxquels il serait impossible de remédier sans une diminution du pouvoir d'achat des salariés.

Enfin, étant donné le taux de change de la monnaie québécoise par rapport au dollar canadien et les conditions du marché du travail, le statu quo économique, c'est-à-dire l'absence de barrières douanières, est supérieur à toute autre solution de rechange pour le Québec, d'après le groupe de recherche de l'Université Concordia.

POUR DE PLUS AMPLES RENSEIGNEMENTS, S'ADRESSER AU PROFESSEUR A. ANASTASOPOULOS.
TEL.: (514) 879-2841